

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

### **Objet du marché :**

## **REALISATION DES VERIFICATIONS PERIODIQUES OBLIGATOIRES DES INSTALLATIONS TECHNIQUES**

### **Localisation des sites :**

17/19 avenue de Flandre – 75019 PARIS

17/19 place de l'Argonne – 75019 PARIS

Antenne de prévention 77

Antenne de prévention 94

Antenne de prévention 91

Antenne de prévention 92

Antenne de prévention 95

## PREAMBULE :

Ce Cahier des Clauses Techniques Particulières est réalisé en 5 parties avec annexes :

- 1 Cadre du marché
- 2 Périmètre du marché
- 3 Modalités d'exécution des prestations
- 4 Qualification du personnel
- 5 Pénalités

## Annexes

- Annexe 1 : BPU Vérifications réglementaires obligatoire



## 1 CADRE DU MARCHÉ

Le présent CCTP a pour objet la réalisation des vérifications obligatoires des sites de la CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France)

- 17/19 avenue de Flandre Paris 75019, IGH W1 et ERP L, N et U
- 17/19 place de l'Argonne Paris 75019, IGH W1, ERP R et code du travail
- Antennes de prévention, code du travail

### Description des bâtiments :

*\*Les surfaces données sont les surfaces Brutes*

**Bâtiment Flandre** : IGH-W1, composé de 4 Ailes nommées Flandre, Sud, Maroc et Tanger. 5 ERP présents dans le bâtiment (Type U de jour, L et N). 2 parcs de stationnement, 1 couvert et l'autre non couvert. SSI de catégorie A option IGH.

Il est à noter que le bâtiment Flandre est actuellement en travaux sur la partie de l'aile Maroc.

Bâtiment	Surface*
Aile Flandre	20 627m <sup>2</sup>
Aile Sud	6 914m <sup>2</sup>
Aile Maroc	12 152m <sup>2</sup>
Aile Tanger	16 402m <sup>2</sup>
1 <sup>er</sup> sous-sol	1 761m <sup>2</sup>
2 <sup>ème</sup> sous-sol	2 356m <sup>2</sup>

### **Bâtiment Argonne : Ensemble de 3 bâtiments (A, B et C)**

- Bâtiment A IGH W1 (la CRAMIF occupe 4 étages, 10ème, 9ème, 8ème et RDC),
- Bâtiment B et bâtiment C, ERP de type R 3ème catégorie.
- SSI de catégorie A pour les bâtiments B et C.

Bâtiment	Surface*
Bâtiment A (10 <sup>ème</sup> , 9 <sup>ème</sup> et 8 <sup>ème</sup> et RDC)	4 747m <sup>2</sup>
Bâtiment B (5 <sup>ème</sup> , 4 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> , 2 <sup>ème</sup> , 1 <sup>er</sup> , Entresol, RDC)	2 399m <sup>2</sup>
Bâtiment C (Entresol, RDC)	6 740m <sup>2</sup>

Antenne de prévention 77 : Bâtiment code du travail de 780 m<sup>2\*</sup>  
*Adresse : 104 allée des Amaryllis – 77196 - DAMMARIE LES LYS*

Antenne de prévention 94 : Bâtiment code du travail de 367 m<sup>2\*</sup>  
*Adresse : 5/7 rue Georges Enesco – 94000 - CRETEIL*

Antenne de prévention 91 : Bâtiment code du travail de 305 m<sup>2\*</sup>  
*Adresse : 507 place des Champs Elysées – 91026 - EVRY CEDEX*

Antenne de prévention 92 : Bâtiment code du travail de 371 m<sup>2\*</sup>  
*Adresse : Immeuble AXE Etoile 105 rue des trois Fontanot – 92022 – NANTERRE CEDEX*

Antenne de prévention 95 : Bâtiment code du travail de 311 m<sup>2\*</sup>  
*Adresse : ZI Les beaux soleils Bât 7 - 9 Chaussée Jules César BP 30249 OSNY – 95523 – CERGY-PONTOISE CEDEX*

Les missions du titulaire sont régies par la loi, décrets et les arrêtés en vigueur au moment de la consultation et durant la période d'exécution du marché.

Tous les frais logistiques, de déplacement, de stationnement et d'hébergement sont à la charge du titulaire et à intégrer au prix forfaitaire.

Le titulaire devra fournir l'intégralité des équipements nécessaires à ses missions (Equipements de Protection Individuels, moyens logistiques, appareillages et équipements, etc..).

## **1.1 Respect de la législation en vigueur**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet du présent marché en conformité avec la législation française et européenne en vigueur.

### **1.1.1 Document de références, normes et règlements**

Les textes et documents relatifs aux installations concernées par le présent marché sont :

- Le règlement sanitaire départemental – Arrêté du 20 novembre 1979 ;
- Le règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les ERP. - Arrêté du 25 Juin 1980 ;
- Le règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les ERP du 2ème groupe - Arrêté du 22 Juin 1990 ;
- Arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;
- Code du Travail Arrêté du 05/03/1993 (modifié) et article R4323-23 (compacteur) ;

- Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les I.G.H - Arrêté du 30 Décembre 2011 ;
- La brochure N°5659 du G.P.E.M relative à la détection automatique d'incendie ;
- Le Code du travail ;
- Le décret n°88-1056 du 14 Novembre 1988 relatif à la sécurité des travailleurs pour les installations électriques ;
- Le fascicule FDS 61-949 commentaires et interprétations des normes NFS 61-930 et suivantes ;
- Les normes SSI en vigueur :
  - NFS61-931 – Dispositions générales – Février 2014
  - NFS61-932 (et annexes) – Règles d'installation SMSI – Avril 2019
  - NFS61-933 – Règles d'exploitation et de maintenance - Avril 2019
  - NFS61-934 - Règles de conception CMSI – Mars 1991
  - NFS61-935 - Règles de conception US – Décembre 1990
  - NFS61-936 - Règles de conception EA – Mai 2013
  - NFS61-937 (et annexes) - Dispositif actionné de sécurité juillet 2018
  - NFS61-938 (A1) – DCM et DAC – Septembre 2018
  - NFS61-939 – Alimentation pneumatique de sécurité – Mars 1992
  - NFS61-940 – Règles de conception AES – Juin 2000
  - NFS61-941 – Equipement répétition d'exploitation - Novembre 2016
  - NFS61-970 (et annexes) - Règles d'installation SDI – Mai 2017
  - FDS61-949 – Commentaires normes SSI – Novembre 1995
  - NFC 48-150 – BAAS – Novembre 2014
  - NF 508 (et annexes) - Règlement NF SSI – Juillet 2017
  - NFS61-961 – SDAD – Septembre 2007
  - NF EN 12101-10 – Equipement d'alimentation électrique
  - NF EN12101 (et annexes) –Mai 2017
  - NFS61-950 – Détecteurs et organes intermédiaire – Janvier 2004
  - NF54-4 – Equipement d'alimentation électrique.
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code de l'environnement ;
- L'instruction technique n°246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- L'instruction technique n°247 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage ;
- L'instruction technique n°248 relative aux systèmes d'alarmes utilisés dans les E.R.P ;
- L'instruction technique n°263 relative au désenfumage des volumes libres (atriums) dans les E.R.P ;
- La norme NFC 15-100 concernant les règles relatives aux installations électriques à basse et très basse tension ;
- La règle n°7 de l'assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages (APSAD) relative aux règles d'installation des systèmes de détection automatique d'incendie – Février 2014 ;
- La règle n°16 de l'assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages (APSAD) relative aux dispositifs de compartimentage – juin 2020 ;
- La règle n°17 de l'assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages (APSAD) relative aux règles d'installation désenfumage naturel – Février 2014 ;
- Le référentiel général APSAD B0 - Janvier 2021 ;

- Le référentiel APSAD I93 – Février 2016 ;
- Document technique D18 du CNPP (Compte rendu de vérification Q18) ;
- Document D19 Thermographie infrarouge (Q19)
- Les conditions particulières d'exploitation des établissements de la CRAMIF ;
- Le règlement intérieur de la CRAMIF ;
- Les autres normes, instructions techniques, règles et référentiels en vigueur.

La liste ci-dessus est non exhaustive et le titulaire devra respecter l'ensemble de ces textes et références.

Si certaines références ne s'appliquent pas de manière réglementaire, le titulaire devra faire part des améliorations portées sur ces références ayant pour conséquence d'améliorer la sécurité des installations.

Le titulaire ne saurait se prévaloir de l'absence ou de l'obsolescence d'une disposition réglementaire. Il est réputé exécuter les prestations dans le respect de toutes les normes en vigueur.

## **1.2 Vérifications demandées dans le BPU annexe 1**

### **1.2.1 Planification**

A chaque sollicitation de la CRAMIF pour une demande de vérification réglementaire autre que les vérifications obligatoires, l'entreprise devra fournir un devis dans les 72h maximum jours ouvrés (du lundi au vendredi)

L'entreprise doit donner dans les 72h maximum jours ouvrés (du lundi au vendredi), la date d'intervention à partir de l'acceptation du devis par la CRAMIF.

En cas de changement de planification, l'entreprise en informera la CRAMIF dans les 48h jours ouvrés (du lundi au vendredi).

### **1.2.2 Le suivi**

Le titulaire assurera le suivi et la planification des demandes ; les mises à jour du suivi seront communiquées à la CRAMIF.

### **1.2.3 Présence et assistance lors des vérifications**

La CRAMIF mettra à disposition un agent CRAMIF et/ou le prestataire maintenance aussi souvent que nécessaire pour l'accompagnement du technicien de l'entreprise retenue pour le présent marché.

### **1.2.4 Les rapports de vérifications**

Le Titulaire mettra à disposition de la CRAMIF une plateforme informatique pour la récupération des rapports.

L'ensemble des rapports sera adressé par mail à une adresse électronique de la CRAMIF.

## **2 PERIMETRE DU MARCHE**

La CRAMIF se réserve le droit de procéder à des augmentations du nombre de vérifications mentionnées dans une limite de 5%, sans modification de tarif, sans que le titulaire du marché puisse

présenter une réclamation et sans qu'il ne soit nécessaire de recourir à un avenant.

### **3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **3.1 Personnel d'intervention**

L'entreprise titulaire du marché doit fournir le nom, prénom de chaque intervenant 48h à l'avance par mail. Dans le cas contraire, l'accès au site sera refusé et la prestation reportée à une autre date et à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

#### **3.2 Personnel CRAMIF référent sur le marché**

La CRAMIF se fera représenter pour le suivi et la gestion du présent marché par une personne désignée ; celui-ci sera le point de contact et de communication obligatoire pour toute affaire.

#### **3.3 Suivi des prestations**

La personne désignée de la CRAMIF pour le suivi du contrat sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour toutes les questions d'ordre technique ou organisationnel. Il est aussi le relais pour toutes les questions d'ordre administratif ou juridique qui pourraient se poser au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire devra, lors de la notification du marché, désigner une personne habilitée à le représenter pour la conduite des prestations et chargée de suivre l'exécution de l'ensemble des prestations. Cette personne est l'interlocuteur unique du responsable du marché mentionné ci-dessus et répond à toute question relative à l'exécution du marché.

#### **3.4 Jours et horaires d'intervention**

Les interventions du titulaire seront réalisées au sein des plages horaires maximales suivantes : 7h30 à 18h30, du lundi au vendredi.

Des interventions en HNO peuvent avoir lieu ; cela fera l'objet d'une demande par mail au responsable sécurité si cela n'est pas prévu dans le planning initial.

#### **3.5 Identification des personnels d'intervention**

Les personnels du titulaire devront être clairement identifiés et doivent pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire.

### **4 QUALIFICATION DES PERSONNELS TITULAIRES**

#### **4.1 Qualification**

Le titulaire s'engage à mettre des personnels d'intervention parfaitement qualifiés sur l'ensemble des installations et des prestations.

Sur sollicitation de la CRAMIF, l'entreprise titulaire devra fournir l'ensemble des qualifications/Habilitations des personnels.

## 5 PENALITES :

Les pénalités peuvent se cumuler sans limite et seront appliquées selon le barème suivant :

PRESTATION / MANQUEMENT	DELAI CONTRACTUEL	UNITE DE RETARD *	FORFAIT PAR UNITE DE RETARD
Non réponse sur sollicitation (mail ou téléphonique) de la CRAMIF	72 heures	Jour ouvré	50 €
Remise de devis	72 heures	Jour ouvré	50 €
Documents non renseignés (registre de sécurité....).	A l'issue des interventions	Par constat	100 € par document
Absence à une convocation	/	Absence	500 €
Absence de la planification	15 Mars de chaque année	Jour ouvré	500 €
Absence pour une vérification planifiée	Planning	Jour ouvré	50 €
Absence de remise d'un rapport	15 jours ouvrés après la vérification	Jour ouvré	50 €

**« Toute heure ou jour entamé et hors délai contractuel est précompté en entier »**